



Potolovka, Russie, 18-20 février 2022.



Région de Belgorod, Russie, 18-20 février 2022. (MAXAR)



## La Biélorussie, l'autre point chaud

**INTÉGRATION** Alors que le président Alexandre Loukachenko multiplie les signes d'allégeance à Moscou, des milliers de soldats russes restent encore stationnés à la frontière entre la Biélorussie et l'Ukraine

LUIS LEMA

@luislema

La Biélorussie a pris le temps de la réflexion. Mais, au terme de longs développements, détaillés par l'agence de presse officielle Belta, la conclusion est claire: le pays «comprend et respecte» la décision russe, assurait la diplomatie de Minsk mardi. Moscou a eu raison de reconnaître les «républiques populaires de Donetsk et Lougansk», les deux territoires aux mains des forces pro-russes à l'est de l'Ukraine. La Biélorussie, qui se rêvait il y a peu comme une sorte de médiateur entre l'OTAN et Moscou, poursuit ainsi un alignement devenu manifeste avec son «frère russe». Au point que la Biélorussie est bien placée pour jouer un rôle important en cas d'invasion de l'Ukraine par la Russie.

A peine 220 kilomètres, sur une autoroute moderne traversant principalement des pay-

sages déserts. C'est la distance qui sépare Kiev, la capitale ukrainienne, de la frontière biélorusse. Et c'est à un jet de pierre de là que sont amassés, selon les sources occidentales, quelque 30 000 troupes de combat, ajoutées à des unités de forces spéciales, des avions de combat ainsi que des systèmes de missiles de défense. Si, comme l'affirment les Etats-Unis, l'objectif des troupes russes est d'attaquer Kiev, ce dispositif se retrouvera en première ligne.

### Menaces américaines

Censées participer à des exercices militaires conjoints, ces forces russes sont bien destinées à rester en Biélorussie jusqu'à nouvel ordre, a confirmé dimanche le ministre de la Défense Viktor Khrenin. Peu importe si l'un de ses collègues disait deux jours plus tôt que «pas un soldat russe» ne resterait dans le pays passé les dix jours que devaient durer les exercices. Peu importent également, semble-t-il, les menaces des Etats-Unis qui ont averti la Biélorussie qu'elle s'exposait à une riposte «rapide» et «ferme» si elle laissait la Russie utiliser son territoire pour attaquer l'Ukraine.

Soumis à une forte contestation qui menaçait de faire vaciller son

régime, l'autocrate Alexandre Loukachenko s'est vu contraint de demander l'aide de Moscou, qui lui fournit un soutien sécuritaire et financier. «Sa dépendance vis-à-vis de Moscou est devenue beaucoup plus grande, note Alexandra Goujon, maître de conférences à l'Université de Bourgogne et spécialiste de la Biélorussie et de l'Ukraine». C'est devenu une question de survie politique.

Quitte à se brouiller avec son voisin ukrainien, avec qui la Biélorussie partage plus de 1000 kilomètres de frontière, le régime d'Alexandre Loukachenko a fini par adopter une rhétorique calquée sur celle du Kremlin. Reçu récemment par Vladimir Poutine (et partageant une petite table qui n'avait rien de comparable à celle qui a été réservée à Emmanuel Macron...), Loukachenko se disait en tout point d'accord avec son hôte du Kremlin. Il est allé jusqu'à reconnaître l'annexion de la Crimée par la Russie.

Cette semaine, le maître de la Biélorussie – un pays où les opposants dénombrent 1078 prisonniers politiques – continuait sur la lancée. «Vous ne pourrez pas frapper la Russie dans le dos à travers la Biélorussie», lançait-il aux Occidentaux, en chérissant la

fraternité entre les peuples slaves. La perspective d'une guerre russe contre l'Ukraine? «Il ne faut pas céder à la panique ou à la folie. Tout finit par passer, et nous vivrons comme nous avons vécu par le passé. Les blessures dans les cœurs de nos peuples slaves finiront par cicatriser.»

### Plus de distinction

De fait, au-delà de la présence des troupes russes, c'est une véritable prise en main russe de l'armée de Biélorussie qui serait en train de se produire, accélérée depuis les manifestations de 2020. «Nous ne pouvons plus faire de distinction entre les forces russes et biélorusses. L'intégration entre les deux systèmes est désormais systématique», expliquait au *New York Times* Valdemaras Rupsys, le chef de la Défense de la Lituanie.

Alexandra Goujon nuance pourtant: «Si Alexandre Loukachenko est devenu dépendant de la Russie, Vladimir Poutine a, lui aussi, besoin de Loukachenko. Le Kremlin veut éviter à tout prix la naissance d'une deuxième Ukraine à Minsk. C'est en fait un échange de services rendus.»

\*Dernier livre paru: «L'Ukraine: de l'indépendance à la guerre», Ed. Le Cavalier Bleu

## TAN sécurise

d'Etat ou de gouvernement des 27 Etats membres) se réunira ce jeudi soir à Bruxelles pour aborder avant tout la riposte diplomatique, économique et financière à la décision russe de violer l'intégrité du territoire ukrainien.

### Rapport de force

Le partage des tâches est désormais évident, alors que la France – qui préside l'Union jusqu'au 30 juin – espérait pousser le sujet de la défense européenne autonome durant son court mandat. A l'OTAN, les réponses militaires, et le soin d'anticiper les mouvements des troupes russes. A l'UE, le soin de «tenir la Russie responsable de ses actes» et de «continuer à soutenir l'Ukraine et son peuple». L'éventuelle «finlandisation» de l'Ukraine a pour l'heure disparu des discussions. Et la remise en cause de la politique de «portes ouvertes» de l'OTAN vis-à-vis des pays neutres de l'Union qui n'en sont pas membres (Suède, Finlande, Irlande, Autriche) n'est plus d'actualité, laissant de ce fait un espoir aux Ukrainiens, qui ont parallèlement exhorté l'UE à leur «donner la promesse d'une future adhésion».

Vladimir Poutine a donc renversé la table stratégique européenne... en permettant aux plus ardents défenseurs communautaires de l'OTAN de revenir à la charge, à la plus grande satisfaction des Etats-Unis, qui ont constaté cette unité de vue ce week-end à la Conférence sur la sécurité de Munich. Autre preuve? La visite mercredi à Kiev des présidents lituanien et polonais pour qui «une nouvelle fois, la Russie [...] porte l'entière responsabilité de la détérioration de la situation sécuritaire sur le terrain», reconfirmant au passage «leur soutien à la perspective européenne de l'Ukraine». Rien, évidemment, n'indique que l'OTAN interviendrait militairement si les troupes russes poursuivaient leur avancée en Ukraine, malgré son écrasante supériorité. Les armées de l'OTAN affichent au total 3,2 millions d'hommes contre environ 850 000 pour la Russie et près de 10 000 chars d'assaut contre 3000. Un rapport de force que les Européens – dont les budgets de défense sont en augmentation constante depuis plusieurs années – ont aujourd'hui tout intérêt à consolider. ■

## Près de 8500 soldats américains en alerte

**OTAN** Autour de l'Ukraine, les Etats-Unis et les autres pays de l'Alliance atlantique déplacent et renforcent leurs dispositifs

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, NEW YORK

@VdeGraffenried

Où sont les Américains? Le 14 février, le ministre de la Défense Lloyd Austin a ordonné aux 165 membres de la Garde nationale de Floride déployés en Ukraine depuis novembre de quitter le pays et de se repositionner ailleurs en Europe. Depuis, le Pentagone ne cesse de réévaluer le déploiement de ses troupes dans la région. Mardi, en réaction aux décisions de Poutine, Joe Biden a par exemple autorisé des mouvements supplémentaires de forces et d'équipements américains déjà stationnés en Europe «pour renforcer nos alliés baltes, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.»

«Nous voulons envoyer un message sans équivoque selon lequel les Etats-Unis, avec leurs alliés, défendront chaque centimètre du territoire de l'OTAN et

respecteront les engagements que nous avons pris envers l'OTAN», a déclaré le président démocrate. Ces forces devraient comprendre un bataillon d'infanterie d'environ 800 hommes qui se déplacera d'Italie, jusqu'à huit avions de chasse F-35 et une vingtaine d'hélicoptères AH-64 Apache envoyés depuis l'Allemagne, ainsi que 12 hélicoptères Apache acheminés dans la Grèce. Au début février, la Maison-Blanche avait déjà annoncé le déploiement de 3000 militaires américains en Europe de l'Est, en soutien de l'OTAN.

Les Etats-Unis ont par ailleurs placé quelque 8500 militaires «en alerte» pour renforcer la Force de réaction rapide de l'Alliance. Cette Force composée de 40 000 troupes et qui, depuis l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014 dispose également d'une unité spéciale de 5000 hommes capables d'intervenir en quelques heures, n'a pas encore été déployée, a rappelé mardi Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN. Elle n'a d'ailleurs jamais été activée. «Nous avons

envoyé des renforts à l'est et nous en avons d'autres en attente. Nous avons plus de 100 avions en alerte et 120 navires en mer», a également précisé Jens Stoltenberg.

### 90 tonnes d'armes et de munitions

Les Américains ont au total environ 90 000 soldats postés en Europe, dont 35 000 en Allemagne, leur base principale. Dans le cadre de la crise ukrainienne, ils sont essentiellement venus renforcer leur présence en Pologne – où l'effectif est passé de 4000 à 8700 soldats. Le Pentagone a également déployé ce mois environ 1000 hommes en Roumanie, pour rejoindre 900 militaires qui s'y trouvaient déjà. Et une compagnie d'environ 100 soldats a été envoyée en Bulgarie.

Pour ce qui est de l'Ukraine, Joe Biden rappelle qu'il n'est pas question que les Etats-Unis y envoient des troupes pour se battre. En revanche, les Américains y stationnent depuis 2015 jusqu'à cinq bataillons par an pour entraîner l'armée ukrainienne. Désormais, les 165 soldats qui y étaient ont donc quitté le pays. Au niveau de

l'aide matérielle à l'Ukraine, elle s'élève à environ 2,7 milliards de dollars depuis 2014 de la part de Washington (dont 650 millions en 2021), 14 milliards au total pour l'OTAN. Les Américains ont, ces derniers mois, livré à Kiev des missiles antichars Javelin et cinq hélicoptères Mi-17 qui ont servi à l'armée afghane. Ainsi que près de 90 tonnes d'armes et de munitions.

Les Britanniques participent également à la formation de l'armée ukrainienne, depuis 2015. Mais comme les Américains, ils ont désormais évacué le pays. Le 17 janvier, Londres a notamment fourni des missiles NLAWS à Kiev. D'autres Etats de l'OTAN lui fournissent des équipements militaires, dont la Pologne et la Lituanie. Mercredi, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a annoncé la mobilisation de ses réservistes de 18 à 60 ans et décrété l'état d'«urgence nationale», a d'ailleurs rencontré ses homologues polonais et lituanien, appelant une nouvelle fois à des «garanties de sécurité, claires et concrètes». Et surtout, «immédiatement». ■

ANALYSE